

# **Partie B**

## **B2 Dispositions de l'appel d'offres**

**Mandataire pilote du projet**  
**Prestations de planification**  
**Denges-Morges : 3<sup>ème</sup> voie**

**Lot pour les phases SIA 41, 51, 52 et 53**

**Lonay, Morges : Ligne N° 150, Lausanne – Genève**  
**N° de projet : 1141893**

## Table de matières

<b>1.</b>	<b>Déroulement de la procédure .....</b>	<b>3</b>
1.1	Type de procédure .....	3
1.2	Calendrier .....	3
1.3	Échéances importantes au cours du traitement des offres.....	3
<b>2.</b>	<b>Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
2.1	Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix .....	4
2.2	Communautés de mandataires, sous-mandataires .....	4
2.3	Séances et coordination.....	6
2.4	Confidentialité, droit de regard, conflit d'intérêts .....	6
2.5	Accès sur et aux abords des voies .....	7
2.6	Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage).....	7
<b>3.</b>	<b>Évaluation de l'offre .....</b>	<b>9</b>
3.1	Examen formel .....	9
3.2	Critères de qualification.....	9
3.3	Critères impératifs d'exigences minimales.....	10
3.4	Critères d'adjudication.....	11
3.5	Négociations .....	15
<b>4.</b>	<b>Présentation de l'offre .....</b>	<b>16</b>
4.1	Conditions .....	16
4.2	Exigences formelles .....	16

# 1. Déroulement de la procédure

## 1.1 Type de procédure

Procédure ouverte

## 1.2 Calendrier

Le déroulement de la procédure respecte le calendrier prévisionnel suivant:

Déroulement	Date
Publication sur SIMAP	30.09.2021
Dépôt des questions écrites	21.10.2021
Réponses aux questions à partir de	28.10.2021
Dépôt de l'offre pour soumissionnaire(s) pré-impliqué(s)	15.11.2021
Dépôt de l'offre	25.11.2021
Date prévue pour les négociations (le cas échéant)	Mi-Janvier 2022
Date prévue d'adjudication	Fin février 2022
Début prévu des prestations	Fin mars 2022

## 1.3 Échéances importantes au cours du traitement des offres

### 1.3.1 Informations (Questions - Réponses)

Les questions relatives à l'appel d'offres doivent être formulées par écrit sur le forum du site [www.simap.ch](http://www.simap.ch). Les réponses aux questions seront mises à disposition de tous les fournisseurs (sans mention d'origine). Aucune information ne sera donnée par téléphone ou verbalement.

## **2. Dispositions générales**

### **2.1 Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix**

#### **2.1.1 Répartition en lots**

Aucune division du mandat en lots n'est prévue.

#### **2.1.2 Offres partielles**

Les offres partielles ne sont pas admises.

#### **2.1.3 Variantes**

Les variantes sont admises. L'offre doit être établie séparément pour chaque variante. Une référence explicite à des sections complètes de l'offre de base est acceptable, mais les variantes et solutions particulières doivent être déposées comme sections complètes de remplacement et être identifiables comme telles dès l'ouverture des offres. L'offre de base doit être déposée en tout cas dans son intégralité.

Les différentes variantes proposées doivent contenir toutes les données nécessaires à l'évaluation technique et financière de l'offre, et en particulier des points suivants :

- Idée fondamentale de la variante
- Descriptif détaillé et explications des avantages en termes financier, délai de projet et qualité de la variante

Explications de l'entreprise quant à l'équivalence de sa variante par rapport au projet (utilisation, sécurité, fonctionnalité et respect des exigences propres au projet). Une variante d'entreprise doit tenir compte des délais prédéfinis et ne doit pas entraîner le moindre retard ni la moindre prolongation du programme de construction.

#### **2.1.4 Types de prix**

- Différents types de prix ne sont pas considérés comme des variantes.
- D'autres types de prix sont admis, en particulier forfaitisation ou forfaitisation partielle, si l'offre de base avec le type de prix prévu est soumise également.
- Les plans de paiement sont également permis. Ils ne sont pas considérés explicitement comme d'autres types de prix.
- En cas d'offre de rabais sous forme de montant forfaitaire, le rabais forfaitaire sera déduit sous forme de pourcentage proportionnel lors de chaque facture ; ce pourcentage sera également appliqué lors d'éventuels avenants.

### **2.2 Communautés de mandataires, sous-mandataires**

#### **2.2.1 Communautés de mandataires**

Les membres d'une communauté de mandataires forment une société simple et doivent en confier le pilotage à une entreprise. Ils sont solidairement responsables. La composition d'une communauté de mandataires ne doit pas être modifiée une fois les offres déposées et ce jusqu'à l'adjudication.

Chaque soumissionnaire peut déposer une offre seule ou avec d'autres entreprises au sein d'une communauté de mandataires ; la candidature d'une entreprise en tant que membre d'une communauté dans plus d'une communauté de mandataires n'est pas autorisée.

Une entreprise peut soit faire partie d'une communauté de mandataires soit participer en tant qu'entreprise sous-traitante.

Les communautés de mandataires peuvent :

- conclure leur propre assurance responsabilité civile professionnelle. En guise de justificatif à l'attention de CFF SA, joindre à l'offre une confirmation correspondante de l'assureur sous forme originale, ou la remettre au plus tard un mois après la signature du contrat
- ouvrir un propre compte, sur lequel CFF SA peut effectuer ses paiements avec effet libératoire. Dans la mesure du possible, la désignation et le numéro du compte doivent être indiqués dans l'offre, ou au plus tard avant la finalisation du contrat.
- demander un n° de TVA propre auprès de l'Administration fédérale des contributions, division de la TVA. CFF SA exige la confirmation de l'enregistrement du consortium au registre des contribuables et la communication du n° de TVA dans un délai d'un mois après la signature du contrat.

A défaut de fourniture des justificatifs / données requises, et en cas de retard de paiement en découlant, les éventuelles pertes d'escompte sont à la charge du soumissionnaire.

### **2.2.2 Sous-mandataires**

Les sous-mandataires sont autorisés.

Cependant, les prestations de direction générale de projet, les prestations des domaines spécialisés GC et structures et de direction générale de travaux ne peuvent pas être sous-traitées.

Dans la partie F1 Offre, il faut spécifier les principales activités des sous-mandataires pour que le maître d'ouvrage dispose d'un aperçu des prestations en sous-traitance.

## 2.3 Séances et coordination

Toutes les séances nécessaires aux prestations objet du présent appel d'offres sont à inclure dans les offres des soumissionnaires et au minimum les séances identifiées ci-après.

Cette évaluation devra tenir compte du principe d'itération nécessaire et des durées estimatives des différentes phases SIA décrites dans le document B1\_Description du projet et des tâches.

Séances					Maître d'ouvrage		Planificateur		Entreprise	
Type	Type de séance	Fréquence	Durée	Lieu	CdP	CprS	CPr	DIT	DTec	CC
A	Séance de coordination générale CFF	mensuel	3h	Lausanne, bureaux CFF	♦X	X	X	X		
B	Séance technique – <i>s'entend par domaine</i>	mensuel	3h	Lausanne, bureaux CFF	(X)	(X)	♦X	X		
C	Séances de coordination (projets de tiers)	1 x par 2 semaines	2h	Lausanne, bureaux CFF	♦X	(X)	X			
D	Séances sur place avec riverains ou communes	selon besoin	À définir	Sur place	♦X		(X)			
E	Séance de la direction des travaux	1 x par semaine	3h	Sur place		(X)	(X)	♦X	(X)	X

♦X Présidence

(X) Participation selon besoin

X Participation impérative

CdP Chef de projet général

CPr Chef de projets

DTec Direction technique de l'entreprise

CprS Chef de projet des services spécialisés

DIT Direction locale des travaux

CC Chef de chantier

## 2.4 Confidentialité, droit de regard, conflit d'intérêts

### 2.4.1 Confidentialité

Les documents et informations fournis par le soumissionnaire sont utilisés exclusivement dans le cadre de la procédure de sélection en cours. Ils sont traités de manière confidentielle. Les documents ne sont pas restitués au soumissionnaire au terme du processus d'acquisition.

### 2.4.2 Préimplification

L'entreprise Sd ingénierie Lausanne sa, Avenue du Tribunal-Fédéral 34, CP 7406, 1002 Lausanne a élaboré le dossier PAP et a terminé son mandat. Les documents du projet élaborés par cette entreprise sont joints dans leur intégralité au devis descriptif. Le délai de présentation d'une éventuelle offre par l'entreprise préimpliquée expire le 15.11.2021.

Le délai indiqué dans le calendrier principal s'applique à tous les autres soumissionnaires. Compte tenu de ces mesures, l'entreprise Sd est admise à soumissionner (art. 14 LMP).

Les entreprises suivantes ont participé à l'élaboration du présent Dossier d'Appel d'offres et ne peuvent pas soumissionner dans le cadre du présent appel d'offres.

- Techdata

### **2.4.3 Conflit d'intérêts**

CFF SA relève que les soumissionnaires qui prennent (ou ont pris) part à l'étude / la conception d'un projet de construction / de réalisation (projet de construction / concept général, documents d'appel d'offres techniques et financiers) seront dans certains cas en raison d'une préimplication exclus d'un éventuel appel d'offres pour la phase de réalisation. Les sociétés au sein desquelles le soumissionnaire détient des participations sont soumises au même traitement. L'entreprise détenant une participation dans une société travaillant sur une étude de projet et/ou réalisant un projet devra le signaler à CFF SA.

Dans le cas où le mandataire / entrepreneur détient une participation dans une société, il devra introduire des mesures pour éviter tout conflit d'intérêts et les communiquer par écrit à CFF SA.

Ces mesures doivent être citées et expliquées dans un chapitre de l'offre, partie F1 Offre des documents de l'appel d'offres.

## **2.5 Accès sur et aux abords des voies**

Il est interdit d'accéder sur et aux abords des voies des installations ferroviaires lors du traitement de l'offre. Toute visite doit être convenue au préalable avec la direction de projet de CFF SA, qui définira également les mesures de sécurité requises à cet égard.

## **2.6 Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage)**

### **2.6.1 Situation initiale**

La Suisse manque d'un programme de relève de mandataires qualifiés. Disposée à améliorer cette situation, CFF SA encourage la relève de mandataires en proposant aux jeunes professionnels d'acquérir de l'expérience dans le traitement de projets ferroviaires.

### **2.6.2 Objectif**

L'objectif est de permettre à de jeunes professionnels d'assumer des fonctions-clés au terme d'une introduction appropriée et via un accompagnement dans leur travail par des personnes expérimentées. Ils seront ainsi en mesure d'acquérir l'expérience et les références nécessaires à leur prochaine candidature.

### **2.6.3 Procédure**

Pour promouvoir la relève, CFF SA utilise le principe du parrainage. Le mandataire expérimenté (personne-clé/parrain) encadre un jeune mandataire (junior). Le mandataire junior assiste la personne-clé dans son travail et profite de son expérience pratique. Il assume progressivement des tâches partielles plus complexes et davantage de responsabilités.

### **2.6.4 Conditions de l'appel d'offres**

- L'application du principe de parrainage et le recours à un mandataire junior sont facultatifs.
- Le principe de parrainage est autorisé une seule fois par appel d'offres/mandat.
- Le soumissionnaire est libre de choisir la personne-clé et la période d'intervention du jeune mandataire.
- Celui-ci doit présenter le potentiel requis. La décision d'autorisation repose sur les données relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.
- Si l'application proposée du principe de parrainage et/ou le mandataire junior prévu ne sont pas considérés comme convaincants, CFF SA est libre de demander des modifications.
- Le principe de parrainage n'est pas intégré à l'évaluation de l'offre (critère d'adjudication).
- L'offre de prix déterminante pour la soumission doit être présentée comme si aucun mandataire junior ne devait intervenir.

- Le soumissionnaire devra compléter la partie du formulaire d'offre réservée en cas de mandataire junior (cette partie de l'offre ne sera pas évaluée)

#### **2.6.5 Preuve**

- Les mêmes données doivent être fournies pour le mandataire junior et son parrain (données personnelles, qualifications). Lors de l'indication des références, il convient de présenter les expériences acquises dans le cadre d'autres projets.
- Le soumissionnaire décrit la manière dont sera appliqué le principe de parrainage. Il doit à cet effet indiquer les activités prévues du mandataire junior, son temps de présence dans le cadre du projet ainsi que la répartition du nombre d'heures de travail entre lui et son parrain.
- Le formulaire d'offre (partie F des documents d'appel d'offres) doit être utilisé pour fournir les informations relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.

#### **2.6.6 Rémunération**

- Au titre de l'encadrement du mandataire junior pendant son temps de présence, le budget horaire proposé et/ou l'honoraire du parrain seront majorés de 10%. Un budget supplémentaire en heures résulte de cette majoration ainsi que de la différence de taux horaire entre le parrain et le mandataire junior.
- La catégorie d'honoraires D s'applique au décompte du mandataire junior.
- Ces prestations (delta de 10% pour le parrain + catégorie D du mandataire junior) seront facturées séparément selon les heures effectives, sur la base de rapports d'activité.



## 3. Évaluation de l'offre

### 3.1 Examen formel

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre exhaustive reposant sur les documents de l'appel d'offres. Seules les offres complètes, dûment signées et présentées dans les délais sont admises à participer à la procédure d'évaluation.

### 3.2 Critères de qualification

L'évaluation de la qualification se fonde sur les critères de qualification (Q) impératifs suivants:

Critère impératif	Preuves/Confirmations (à justifier dans la partie F1 Offre)
<p>Q1: Expérience et compétences du soumissionnaire</p>	<p>Références</p> <p>J1.1 Références de génie civil 1 référence de projet de moins de 10 ans présentant une complexité et des tâches comparables à celles du présent marché et couvrant le domaine suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– travaux de plateforme ferroviaire (infrastructure de voies et drainage)</li> </ul> <p>J1.2 Références structures 1 référence de projet de moins de 10 ans présentant une complexité et des tâches comparables à celles du présent marché et couvrant le domaine suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– ouvrage d'art type pont ferroviaire en béton armé ou béton armé précontraint</li> </ul> <p>Les deux secteurs peuvent être justifiés dans le cadre du même projet de référence, soit 1 référence couvrant l'ensemble des domaines, ou au maximum 2 références couvrant séparément chacun des deux domaines ci-dessus.</p> <p>Les références doivent couvrir l'ensemble des phases études et travaux (phases 41 à 52 – SIA 103), ceci dans une seule référence ou séparément dans plusieurs références.</p> <p>Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie (au moins un des projets doit avoir la phase 52 terminée).</p>
<p>Q2: Rapport approprié (environ 30%) entre la valeur moyenne du mandat (prestations GC y compris structures et direction générale de projet cumulées) par an et le chiffre d'affaires annuel moyen des 3 dernières années dans le domaine mis</p>	<p>J2 Déclaration du chiffre d'affaires des trois dernières années des sociétés en charge des prestations d'ingénieur civil, d'ingénieur structures et de direction générale du projet</p>

en soumission des sociétés en charge de la prestation	
Q3: Gestion appropriée de la qualité de la société en charge de la direction générale de projet	J3 Copie du certificat du système de qualité selon ISO 9001 ou description du système de qualité non certifié propre à l'entreprise. <i>Pour les communautés de mandataires, la preuve ne doit être apportée que par l'entreprise en charge de la direction générale de projet.</i>

### 3.3 Critères impératifs d'exigences minimales

L'offre doit impérativement remplir les exigences minimales (EM) ci-dessous, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte dans l'évaluation.

Exigence minimale	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
<b>EM1: Qualification suffisante de chaque personne clé prévue.</b>  Sont considérées comme personnes clés: <ul style="list-style-type: none"> <li>– Chef de projet et responsable GC</li> <li>– Direction locale des travaux GC et structures</li> <li>– Spécialiste Structures</li> </ul> Pour les personnes-clés, chaque poste doit correspondre à une seule personne physique. Cependant, il est possible qu'une personne occupe 2 postes-clés pour autant qu'elle puisse justifier de l'expérience requise et que sa disponibilité soit suffisante pour garantir la réalisation des prestations nécessaires.	<b>J4 Pour chaque personne clé</b> <b>Formation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Formation dans le domaine de l'ingénierie civile (HES ou équivalent)</li> </ul> <b>CV/expérience</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Expérience professionnelle de minimum 5 ans dans des projets de génie civil (y c. domaine structures).</li> <li>– Expérience professionnelle de minimum 3 ans dans le domaine ferroviaire</li> </ul> <b>Connaissances linguistiques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Indication sur les connaissances linguistiques en français (niveau C1 CECRL minimum ou équivalent)</li> </ul> <b>J4.1 Chef de projet et responsable GC (1)</b> il y a lieu de fournir la preuve suivante: <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 référence spécifiée sous J6.1</li> </ul> <b>J4.2 Direction locale des travaux GC et structures (2)</b> <b>Sécurité ferroviaire</b> Le responsable Direction Locale des Travaux doit disposer de l'attestation RTE 20100 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement à suivre les formations nécessaires en temps opportun</li> </ul> il y a lieu de fournir les preuves suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 références spécifiées sous J6.2</li> </ul> <b>J4.3 Spécialiste Structures (1)</b> il y a lieu de fournir les preuves suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 référence spécifiée sous J6.3</li> </ul>



	Les références fournies doivent indiquer, pour l'essentiel, la fonction, les tâches principales et l'expérience acquise.
--	--

(1) Pour le chef de projet et l'adjoint/suppléant, les deux références doivent couvrir dans leur ensemble les phases 41 à 53 selon SIA 103.

(2) Pour le Directeur des travaux, les références doivent couvrir les phases réalisation 51 à 53 selon SIA 103.

### 3.4 Critères d'adjudication

#### 3.4.1 Contrôle des critères d'adjudication

L'offre est évaluée à partir des critères d'adjudication (A) ci-après :

Critère d'adjudication	Pondération	Points max.	Justificatifs (à justifier dans les parties F1 et C1 Offre)
A1: Analyse du mandat concernant les grands axes	(40%)	(200)	<b>J5 Analyse du mandat (document F1)</b>  <b>J5.1 Compréhension du projet et du mandat (15%, 75 pts)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Analyse des prestations à effectuer sur les principaux enjeux techniques du projet avec identification des mesures envisagées pour favoriser l'intégration des meilleures solutions techniques (éléments structurels et intégration des interfaces).</li> <li>➤ Descriptif du déroulement des prestations et analyse critique du planning d'études et des travaux prévus.</li> <li>➤ L'analyse du mandat intégrera également une description détaillée des mesures concrètes mises en œuvre par le soumissionnaire en faveur du développement durable. Cette description devra se faire en lien avec l'objet du présent marché et avec prise en compte des conditions d'exécution sous l'angle des trois aspects écologiques, économiques et sociaux.</li> </ul> <b>J5.2 Organisation du soumissionnaire (15%, 75 pts)</b> <p>Présentation de l'organisation du soumissionnaire sur la base d'un organigramme détaillé et décrivant le fonctionnement des équipes du soumissionnaire (phases études et réalisation) respectant les délais prescrits/étapes-clés pour toutes les phases du projet.</p> <p>Une description des rôles et tâches ainsi que des flux d'informations est attendue.</p>

	10%	50	<b>J5.3 Risques (10%, 50 pts)</b> Mise en évidence et analyse des 5 principaux risques liés au projet avec identification de l'occurrence et de l'importance (en particulier impact sur <b>les coûts et délais</b> ) de chaque risque et proposition des mesures possibles pour maîtriser les risques.
A2: Qualification suffisante pour chaque personne clé prévue.	(15%)	(75)	<b>J6 Projets de référence des personnes clés</b> Pour chaque personne clé identifiée, les preuves suivantes s'appliquent ( <b>document F1</b> ) :  <i>Sont considérées comme personnes clés :</i> <b>J4.1 Chef de projet et responsable GC (*) - (5%, 25 pts)</b> 1 référence d'un projet réalisé au cours des 10 dernières années et comparable au présent marché : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les travaux de Génie Civil (par exemple plateforme ferroviaire) sous exploitation ferroviaire réalisés avec dispositif de sécurité</li> </ul> Notation basée sur les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• projet comparable sous l'angle : <ul style="list-style-type: none"> <li>– de la caractéristique des ouvrages (30%)</li> <li>– du coût GC (30%)</li> <li>– de l'environnement du projet (30%)</li> <li>– des domaines coordonnés (10%).</li> </ul> </li> </ul>
	(5%)	(25)	
	(5%)	(25)	<b>J4.2 Direction locale des travaux GC et structures (*) - (5%, 25 pts)</b> 2 références de projets réalisés au cours des 15 dernières années et comparables au présent marché : <ul style="list-style-type: none"> <li>– travaux de Génie Civil (par exemple plateforme ferroviaire) sous exploitation ferroviaire réalisés avec dispositif de sécurité</li> <li>– ouvrage d'art (par exemple pont ferroviaire en béton armé ou béton armé précontraint) réalisé sous exploitation ferroviaire</li> </ul> Notation basée sur les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• projet de complexité comparable au présent marché sous l'angle : <ul style="list-style-type: none"> <li>– de la caractéristique des ouvrages (30%)</li> <li>– du coût GC (30%)</li> <li>– de l'environnement du projet (30%)</li> <li>– des domaines coordonnés (10%).</li> </ul> </li> </ul>
	(5%)	(25)	<b>J4.3 Spécialiste Structures (*) - (5%, 25 pts)</b> 1 référence d'un projet réalisé au cours des 10

			<p>dernières années et comparable au présent marché couvrant les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– ouvrage d'art (par exemple pont ferroviaire en béton armé ou béton armé précontraint) réalisé sous exploitation ferroviaire</li> </ul> <p>Notation basée sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• projet comparable au présent marché sous l'angle : <ul style="list-style-type: none"> <li>– de la caractéristique des ouvrages d'art (35%)</li> <li>– du coût des ouvrages d'art (35%)</li> <li>– de l'environnement du projet (30%).</li> </ul> </li> </ul>
A3: Offre de prestations plausible. Nombre d'heures adéquat pour les tâches à réaliser par phase et répartition adaptée à la mission entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraires.	<p>(15%)</p> <p>10%</p> <p>5%</p>	<p>(75)</p> <p>50</p> <p>25</p>	<p><b>J7</b> Crédibilité du volume d'heures <b>(document F1)</b>:</p> <p><b>J7.1</b> Informations et justifications sur les heures de prestations prévues par phase et par personne engagée sur le mandat (10%, 50 pts) (document C1)</p> <p><b>J7.2</b> Justification détaillée du calcul du nombre d'heures prévues par personne clé / phase d'étude, de leur répartition et de leur adéquation avec le mandat (5%, 25 pts)</p>
A4: Prix	30%	150	<b>J8 Prix de l'offre (document F1)</b>
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>500</b>	

### 3.4.2 Évaluation des critères d'adjudication qualitatifs (A1 à A2)

L'évaluation des critères d'adjudication qualitatifs s'effectue comme suit :

Note	Degré de satisfaction des critères	Données et réalisation
1.0	Très mauvais	Données insuffisantes
2.0	Mauvais	Données sans rapport suffisant avec le projet
3.0	Normal	Données conformes aux exigences de l'appel d'offres.
4.0	Bon	Données de bonne qualité
5.0	Très bon	Données d'excellente qualité, offre hautement novatrice

Pour le critère marqué d'une \* dans le tableau des critères d'adjudication, seule une note de 3 à 5 est attribuée, car un niveau de qualité minimal (= note 3) est garanti par les « exigences minimales pour la prestation à fournir » ci-avant.

Pour autant que CFF SA accepte les réserves commerciales, techniques, de processus ou juridiques du soumissionnaire, celles-ci seront quantifiées et intégrées au prix de l'offre en vue de la comparaison des offres reçues.

Prise en compte des frais supplémentaires et des économies : Si une offre conduit, dans le cadre de son exécution, à des modifications des frais incombant aux tiers et au maître d'ouvrage (trains de chantier, personnel, sécurité, livraisons, frais de projet, direction des travaux, etc.), ces frais supplémentaires et ces économies seront ajoutés ou déduits de la somme due afin de permettre la comparaison des offres.

La note multipliée par la pondération correspondante donne le nombre de points pour le critère qualitatif d'adjudication respectif.

### 3.4.3 Évaluation du prix (A4)

L'offre présentant le prix le plus bas obtient le maximum de points. Les offres qui dépassent de 100% le prix le plus bas obtiennent 0 point. L'attribution des points au sein de cette marge de fluctuation est effectuée de manière linéaire.

Pour l'attribution des points, on utilise la formule ci-après. Chaque valeur est arrondie commercialement par le bas ou par le haut au point entier.

$$\text{Points} = M * \left[ \frac{P_{\max} - P}{P_{\max} - P_{\text{best}}} \right]$$

Légende:

M = Nombre maximum de points à attribuer

P = Prix de l'offre à évaluer

P<sub>best</sub> = Prix de l'offre la plus avantageuse

P<sub>max</sub> = Prix au niveau duquel la courbe de valeur coupe le point zéro [P<sub>best</sub>\*(1.5)]

#### Exemple de calcul

Maximum de points se rapportant au prix pour une pondération du prix de 30% = 150 points

- L'offre du soumissionnaire A s'élève au total à CHF 600 000.– (= prix le plus élevé).
- L'offre du soumissionnaire B s'élève au total à CHF 450 000.–.
- L'offre du soumissionnaire C s'élève au total à CHF 380 000.– (= prix le plus bas/P<sub>best</sub>).

P<sub>max</sub> = P<sub>best</sub> x 1.5 = CHF 570 000.–.

Il en résulte l'attribution de points suivante:

- Le soumissionnaire A obtient 0 point: P > P<sub>max</sub> (dépassement de la marge de fluctuation)
- Le soumissionnaire B obtient 95 points [150 x (570 000 - 450 000) / (570 000 - 380 000)]
- Le soumissionnaire C obtient 150 points [150 x (570 000 - 380 000) / (570 000 - 380 000)]

### 3.4.4 Rentabilité globale

Le marché est adjugé à l'auteur de l'offre ayant obtenu le plus grand nombre de points. Si plusieurs offres présentent, après l'évaluation, le même nombre de points, l'adjudication est attribuée au soumissionnaire qui propose le plus grand nombre de places d'apprentissage par rapport à son effectif.

CFF SA se réserve le droit d'inviter les soumissionnaires à une présentation visant à établir la pertinence de l'évaluation. Les soumissionnaires ne peuvent pas prétendre à une telle invitation.

### **3.4.5 Autres documents à remettre ultérieurement**

Au cours de l'évaluation des offres, CFF SA se réserve le droit d'exiger des documents complémentaires tels que :

- Extrait du registre du commerce
- Extrait de la caisse de compensation (AVS, AI, AC)
- Attestation SUVA
- Assurance LPP
- Attestation de conformité fiscale
- Indications concernant les places de formation offertes
- Autres documents selon annexe 3 OMP.

### **3.4.6 Langues du projet**

Dans le cadre du présent appel d'offres, les publications des CFF sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch) sont en français et en allemand et les documents d'appel d'offres en français uniquement (langue officielle du lieu où est prévue la construction).

Les soumissionnaires sont autorisés à remettre leur offre et à poser leurs questions en tout ou partie dans l'une des trois langues officielles de la Suisse (allemand, français et italien).

En cas de contradiction entre les versions linguistiques des publications des CFF, les publications en français font foi.

La langue de la procédure (p.ex. pour les réponses aux questions et dans le cadre des rectifications) est le français.

Les interlocuteurs du mandataire auprès des CFF ou des intervenants tiers devront parler couramment le français comme langue de projet et tous les documents de projet (rapports, plans, soumissions, rendus intermédiaires, etc.) ainsi que toute la correspondance de projet doivent être établis dans un français irréprochable.

### **3.4.7 Subordination**

L'adjudication dépend de l'octroi de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que de l'approbation du crédit par l'organe compétent de CFF SA.

## **3.5 Négociations**

Les prix des offres pourront être adaptés par le soumissionnaire sur demande du pouvoir adjudicateur dans le seul cadre d'une rectification effectuée soit parce qu'aucun autre moyen ne permet de clarifier l'objet du marché ou les offres ou de rendre les offres objectivement comparables sur la base des critères d'adjudication, soit parce que des modifications des prestations sont objectivement et matériellement nécessaires ; dans ce dernier cas, l'objet du marché, les critères et les spécifications ne peuvent pas être adaptés de manière telle que la prestation caractéristique ou le cercle des soumissionnaires potentiels s'en trouvent modifiés.

## 4. Présentation de l'offre

### 4.1 Conditions

L'offre doit être présentée au moyen des formulaires (parties C et F des documents de l'appel d'offres) en deux exemplaires. Les documents à remettre avec l'offre (distinction par enveloppe) sont également ceux des formulaires figurant dans les parties C et F des documents d'appel d'offres.

En outre, chaque soumissionnaire remettra impérativement l'offre sur les supports suivants :

- Deux exemplaires papier, dûment remplis, datés et signés.
- Une copie intégrale de l'ensemble de l'offre au format PDF et Excel (uniquement pour le formulaire C1).

En cas de divergences, les documents de l'offre remis sur papier font foi.

Les offres doivent être rédigées dans l'une des trois langues officielles de la Suisse (allemand, français et italien) et libellées en CHF, puis envoyées à l'adresse suivante :

Chemins de fer fédéraux suisses CFF  
Achats Infrastructure, Projets de construction  
Région OUEST  
Fabien Mettraux  
**CFF SA**  
Infrastructure  
Achats, Supply Chain et Production  
Rue de la Gare de triage 5, 1020 Renens

La validité de l'offre est de six mois à partir de la date limite d'envoi des offres. Le soumissionnaire n'est pas dédommagé pour son offre.

### 4.2 Exigences formelles

Est déterminant le timbre ou le code-barres d'un office postal suisse (les marques d'affranchissement d'entreprises ne sont pas déterminantes), respectivement, pour les candidats étrangers, le récépissé d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse. Si les soumissionnaires remettent leur offre à une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger, les soumissionnaires doivent envoyer à CFF SA par e-mail (fabien.mettraux@sbb.ch), dans le délai imparti pour la remise des offres, un accusé de réception de la représentation correspondante.

Les offres ne peuvent pas être remises personnellement, respectivement ne seront pas acceptées sur place.

«NE PAS OUVRIR – Denges Morges 3<sup>ème</sup> voie»